

TRIBUNE



Discutable et condescendant

■ Dans votre numéro du printemps de *Paix et Sécurité*, on lit quelques évaluations discutables de débats récents sur les régimes de substitution en matière de défense. D'abord, Chris Smith soutient dans «De la disette à l'abondance» que «jusqu'ici, le débat sur les régimes de substitution en matière de défense s'est en grande partie toujours traduit par des politiques chimériques axées sur la défaite, l'idée étant de laisser les frontières d'un pays ouvertes à l'invasion et de s'assurer que les aspects négatifs de l'occupation du territoire l'emporteraient sur les avantages possibles». Mais M. Smith doit reconnaître que cette idée de laisser les frontières d'un pays ouvertes à l'invasion appartient uniquement au domaine de la défense civile. Ce n'est pas là une notion que partagent les avocats de la défense non provocatrice ou de la défense défensive, régimes dont de nombreux modèles prévoient la défense des frontières et celle du reste du territoire national. En outre, M. Smith soutient que les travaux sur les régimes de substitution en matière de défense minimisent l'importance du recours à la technologie militaire de pointe, mais en fait, nombre de modèles mettent l'accent sur l'emploi de munitions légères, mobiles et à guidage de précision et sur celui de systèmes perfectionnés de défense anti-aérienne. M. Smith se réjouit que les avions *Tornado* et les missiles *Patriot* aient réussi à assourdir l'opinion des «luddistes». Cependant, les *Tornado* ont connu des difficultés (quatre des sept appareils perdus se sont écrasés pendant les quatre premiers jours de la guerre aérienne), et le *Patriot* est un système de défense. Ce «succès» servira sûrement à appuyer la thèse de la défense défensive. Bref, il semble que M. Smith n'ait pas fait de recherches très sérieuses et que le portrait qu'il trace d'un domaine prometteur soit en fait une caricature condescendante.

On note une autre affirmation surprenante dans l'article de Bernard Wood intitulé «Guerre et paix, moralité et ordre». Il écrit que «le débat sur les rôles 'défensifs' et 'offensifs' est hors de propos dans toute zone de guerre. Ce sont les capacités des avions et des équipages canadiens qui déterminent leurs rôles.» Cependant, il est à espérer que M. Wood reconnaît l'importance de la modération politique et de la retenue militaire (même en zone de guerre). L'Irak a eu la présence d'esprit de ne pas utiliser d'armes chimiques ; les Américains ont su s'abstenir d'employer des armes nucléaires ; et les autorités canadiennes auraient facilement pu exiger que les *CF-18* s'en tiennent strictement à des missions défensives, c'est-à-dire à des patrouilles aériennes de combat au-dessus du Golfe.

Le chasseur *CF-18* peut servir tant à des opérations offensives que défensives, mais cela ne signifie pas qu'il faut l'utiliser dans les deux cas. De plus, contrairement à ce qu'écrit M. Wood, ce ne sont certes pas nos avions ni nos équipages qui ont déterminé la réaction militaire du Canada ; c'est notre gouvernement. En outre, tout étrange que la décision d'amorcer les missions de bombardement pendant la dernière semaine de la guerre puisse paraître, peu de représentants canadiens accepteraient de laisser toute latitude à l'«appareil» militaire et technologique sur le terrain.

Nous pouvons nous attendre à diverses interprétations des leçons à tirer de cette guerre. Si l'on se fie à l'analyse de Chris Smith, on conclut que la guerre du Golfe aidera à justifier la poursuite des activités, comme si de rien n'était, et la demande d'une vaste gamme d'armes perfectionnées en vue des guerres de l'avenir. Sur ce point, il se peut que M. Smith ait raison ; certains gouvernements auront recours aux vieilles méthodes. Toutefois, s'adressant dernièrement au Comité permanent de la défense nationale, le ministre Joe Clark indiquait judicieusement que la solution de rechange à ce scénario sinistre sera de promouvoir la retenue militaire, la limitation des transferts d'armes et la défense défensive à un coût moindre. Selon le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le choix est clair.

Comme le fait remarquer Bernard Wood, il est possible que le débat national que nous tenons depuis le 2 août ne nous fasse pas honneur. Et pourtant, le problème ne réside peut-être ici que dans la perspective adoptée. Fait encourageant, seul un très petit nombre d'instituts pour la paix et la sécurité estiment hors de propos les débats sur les régimes de substitution en matière de défense. *H. Peter Langille, Ottawa* □

Le rôle des médias dans les conflits internationaux

■ Qu'est-ce que la guerre du Golfe nous a enseigné sur le pouvoir des médias ? Quels ont été les rapports entre les journalistes et les forces armées ? Entre les journalistes, les hommes politiques et les diplomates ? Qu'est-ce qui caractérise une nouvelle de guerre par rapport à une autre ? Les journalistes risquent-ils de devenir ou sont-ils devenus parties aux conflits ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles tenteront de répondre, lors d'une conférence de deux jours organisée par l'Institut, des invités de marque affiliés aux médias, aux forces armées, aux universités et au gouvernement. Les conférenciers suivants ont confirmé leurs présences :

Aileen McCabe

Southam News

Colin MacKenzie

Globe and Mail

Jim Travers

Southam News

Akiba Cohen

Université hébraïque

Florian Sauvageau

Université Laval

Joe Schlesinger

CBC

Jean Pelletier

Journal de Montréal

William Solomon

Université Rutgers

Jeremy Kinsman

Affaires extérieures

John Honderich

Toronto Star

Date :

les 12 et 13 septembre 1991

Lieu :

Château Laurier,
Ottawa, Canada

Frais d'inscription : 80 \$

Pour informations :

Institut canadien
pour la paix et la
sécurité internationales
360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7
Téléphone : 613-990-1593
Télécopieur : 613-563-0894